

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

MARARA Paiement SAS  
Société par Actions Simplifiée au capital de 563 000 000 XPF  
Siège social : Hôtel des Postes, 8 rue de la Reine POMARE IV, BP 76 98713 Papeete - TAHITI  
RCS Papeete TPI 21 160 B

### Comptes annuels individuels au 31 décembre 2024

I. — Bilan et Hors bilan.

<b>BILAN ACTIF EN MILLIERS D'XPF</b>	<b>NOTES</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Caisses, Banques centrales	4.1	1 972 593	2 406 954
Créances sur les établissements de crédit	4.1	16 827 607	16 887 692
Opérations avec la clientèle	4.2	34 982	51 959
Parts dans les entreprises liées	4.3	0	0
Immobilisations incorporelles	4.4	492 101	471 685
<i>Valeur brute</i>		658 787	582 928
<i>Amortissements</i>		-166 686	-111 243
Immobilisations corporelles	4.5	38 993	38 620
<i>Valeur brute</i>		196 795	181 522
<i>Amortissements</i>		-157 802	-142 902
Autres actifs	4.6	17 271	13 129
Comptes de régularisation	4.7	157 027	566 283
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>19 540 575</b>	<b>20 436 322</b>
<b>BILAN PASSIF EN MILLIERS D'XPF</b>	<b>NOTES</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Banques centrales	4.1	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	4.1	651 711	220 744
Opérations avec la clientèle	4.2	16 596 778	17 656 632
Autres passifs	4.6	1 087 422	1 487 700
Comptes de régularisation	4.7	641 665	508 247
Capitaux propres	4.8	563 000	563 000
<i>dont Capital souscrit</i>		563 000	563 000
<i>Dont Report à nouveau (+/-)</i>		0	0
<i>Dont Résultat de l'exercice (+/-)</i>		0	0
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>19 540 575</b>	<b>20 436 322</b>
<b>HORS BILAN EN MILLIERS D'XPF</b>	<b>NOTES</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Autres garanties reçues	5	1 312 649	1 312 649
<b>TOTAL DU HORS BILAN</b>		<b>1 312 649</b>	<b>1 312 649</b>

— Compte de résultat.

<b>COMPTE DE RESULTAT EN MILLIERS D'XPF</b>	<b>NOTES</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Marge nette d'intérêts et assimilés	6.1	440 411	109 039
Commissions nettes	6.2	1 045 469	931 674
Produits d'exploitation bancaire	6.3	17 851	17 985
Charges d'exploitation bancaire	6.3	-1 021	-1 367
Produits des activités annexes	6.3	948	522
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>1 503 658</b>	<b>1 057 853</b>
Frais de personnel	6.4	-604 950	-578 636
Impôts et Taxes	6.5	-9 603	-6 251
Services extérieurs	6.6	-1 417 094	-1 468 523
Dotations aux amortissements	6.7	-71 163	-75 381
<b>FRAIS DE GESTION</b>		<b>-2 102 809</b>	<b>-2 128 790</b>
Subvention d'équilibre	6.8	632 834	1 142 904
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>33 683</b>	<b>71 967</b>
Coût du risque	6.9	-33 600	-67 625
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>83</b>	<b>4 342</b>
Gain ou pertes sur actifs immobilisés		-83	0
<b>RESULTAT COURANT AV. IMPOT</b>		<b>0</b>	<b>4 342</b>
Impôt sur les bénéfices	6.10	0	-4 342
<b>RESULTAT NET</b>		<b>0</b>	<b>0</b>

## II. — Notes annexes aux comptes individuels annuels.

### Note 1. — Présentation de la société

L'établissement de paiement MARARA Paiement (MP) est une société par actions simplifiée (SAS) au capital de 563 000 000 de francs pacifiques, dont le siège se situe à Papeete, Hôtel des Postes, 8 rue de la Reine POMARE IV, BP 76 98713 Papeete - TAHITI.

Les services de paiement agréés sont :

- 1° versements d'espèces sur un compte de paiement et les opérations de gestion d'un compte de paiement,
- 2° retrait d'espèces sur un compte de paiement et les opérations de gestion d'un compte de paiement,
- 3° a) prélèvements, y compris les prélèvements autorisés unitairement,
- 3° b) opérations de paiement effectuées avec une carte de paiement ou un dispositif similaire,
- 3° c) virements, y compris les ordres permanents,
- 4° b) exécution d'opérations de paiement effectuées avec une carte de paiement ou un dispositif similaire, associées à une ouverture de crédit,
- 4° c) exécution d'opérations de paiement de type virements, y compris les ordres permanents, associées à une ouverture de crédit,
- 5° émission d'instruments de paiement et l'acquisition d'opérations de paiement,
- et 6° services de transmission de fonds, du II de l'article L. 314-1 du code monétaire et financier.

### Note 2. — Faits marquants de l'exercice

Le 18 janvier 2024, départ à la retraite du président du Comité de Pilotage de MARARA Paiement et représentant de l'actionnaire unique OPT monsieur MARTIN Jean François remplacé par madame DELVA Hinatevahinetureiariiki.

Le 29 juin 2024, le président historique de la société monsieur MARIE Philippe mettait fin à son mandat. C'est madame CHEN Rachel, actuelle dirigeante effective et directrice administrative et financière qui lui succède en tant que Présidente de MARARA Paiement à compter du 19 août 2024, tout en conservant sa fonction de directrice administrative et financière.

Madame RAMBURE Jennifer, est nommée seconde dirigeante à compter du 29 août 2024. Elle devient directrice générale et conserve son poste de directrice commerciale de l'établissement.

Le 10 septembre 2024, monsieur MARIE Philippe et monsieur WONGFAT Edouard intègrent le comité de Pilotage de la société.

A compter de mars 2024, MARARA Paiement a renforcé son mécanisme de protection des fonds de la clientèle en ouvrant un deuxième compte de cantonnement rémunéré.

Conformément à son engagement de soutien financier, l'associé unique a attribué une subvention d'équilibre à hauteur du déficit de l'exercice.

### Note 3. — Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes individuels annuels sont établis et présentés conformément aux règles définies dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers de francs pacifiques, sauf mention contraire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de Prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux principes comptables généralement admis en Polynésie française,

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

## Note 4. – Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

## 4.1. Opérations interbancaires.

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées à leur valeur nominale et sont constituées principalement des fonds cantonnés en vertu de l'article 34 de l'arrêté du 29 octobre 2009.

Les dettes envers les établissements de crédit sont uniquement des comptes de paiement.

Dans le cadre de la gestion des liquidités, des opérations de délestage et d'approvisionnement sont réalisées entre les agences et le centre de traitement de fonds (coffre) détenus chez notre prestataire Pacific Cash Services (PCS).

À la clôture, les opérations en transit relatives à ces mouvements s'élèvent à 19,4 millions de francs pacifiques pour les approvisionnements du coffre PCS vers les caisses des agences et 74,5 millions de francs pacifiques pour les délestages des agences vers le coffre PCS.

	<b>31/12/2024</b>		<b>31/12/2023</b>	
<b>en milliers d'XPF</b>	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>
Caisses	1 733 658		2 003 935	
Banques centrales (IEOM)	238 936		403 019	0
Comptes à vue	881 221	651 711	92 749	220 744
Compte de Cantonnement	15 946 386		16 794 943	
<b>Total</b>	<b>18 800 200</b>	<b>651 711</b>	<b>19 294 646</b>	<b>220 744</b>

## 4.2. Opérations avec la clientèle.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre.

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle.

Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie.

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, à 100% du montant débiteur. Si la créance n'a pas encore fait l'objet d'analyse du pôle contentieux, la dépréciation sera alors de 50% du montant débiteur.

	<b>31/12/2024</b>		<b>31/12/2023</b>	
<b>en milliers d'XPF</b>	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>
Différés de remboursement liés à l'usage de cartes de paiement	923		22 977	
Comptes de paiement	33 063	16 548 657	28 707	17 614 749
Valeurs non imputées et Autres sommes dues	0	48 121	0	41 883
Créances douteuses Brutes	14 008		27 305	
Provisions Créances douteuses	-13 012		-27 030	
<b>Total</b>	<b>34 982</b>	<b>16 596 778</b>	<b>51 959</b>	<b>17 656 632</b>

En vertu des articles 34 et 35 de l'arrêté du 29 octobre 2009, les fonds sont cantonnés dans les livres de la Banque SOCREDO à hauteur de 14 346 millions de francs pacifiques en 2024 contre 16 795

millions de francs pacifiques en 2023 et 1 313 millions de francs pacifiques sont garantis par la garantie financière CHUBB en 2024 comme en 2023. Le nouveau compte de cantonnement au Crédit Agricole Indosuez présente un solde de 1 600 millions de francs pacifiques à fin 2024.

#### 4.3. Parts dans les entreprises liées

Le tableau ci-contre recense les opérations avec les sociétés du groupe sur l'exercice, incluant les encours bancaires, les comptes courant d'associés et les charges et produits.

31/12/2024

Entités liées	Créances	Dettes	Charges	Produits
OPT - Office des postes et Télécommunications	0	844 024	-76 650	20
FR - Fare Rata	9 559	1 072 963	-647 062	32 811
PCS - Pacific Cash Services	1	182 794	-283 827	80
ONATI	1 586	42 080	-31 038	30 997
TNT - Tahiti Nui Télécoms	1	1 591	-4 327	20
<b>Total en milliers d'XPF</b>	<b>11 147</b>	<b>2 143 452</b>	<b>-1 042 904</b>	<b>63 928</b>

31/12/2023

Entités liées	Créances	Dettes	Charges	Produits
OPT - Office des postes et Télécommunications	0	876 031	-20 364	0
FR - Fare Rata	38 595	1 053 570	-801 153	11 665
PCS - Pacific Cash Services	1	81 145	-242 487	10
ONATI	2 371	56 477	-29 432	35 002
TNT - Tahiti Nui Télécoms	1	2 273	-3 382	10
<b>Total en milliers d'XPF</b>	<b>40 967</b>	<b>2 069 495</b>	<b>-1 096 819</b>	<b>46 687</b>

#### 4.4. Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique.

Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation. Les logiciels sont amortis sur une durée maximum de 5 ans.

en milliers d'XPF	31/12/2023	Acquisitions	Réévaluations	Transferts	Cessions	31/12/2024
<b>Valeurs brutes</b>	<b>582 928</b>	<b>75 859</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>658 787</b>
Frais d'établissement	47 043					47 043
Logiciels	414 312	25 237		98 622		538 171
Immobilisations en cours	121 573	50 622		-98 622		73 573
<b>Amortissements</b>	<b>-111 243</b>	<b>-55 442</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-166 686</b>
Frais d'établissement	-13 301	-9 409				-22 709
Logiciels	-97 942	-46 034			0	-143 976
<b>Total Valeurs nettes</b>	<b>471 685</b>	<b>20 417</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>492 101</b>

#### 4.5. Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable.

en milliers d'XPF	31/12/2023	Acquisitions	Réévaluations	Transferts	Cessions	31/12/2024
<b>Valeurs brutes</b>	<b>181 523</b>	<b>20 013</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-4 741</b>	<b>196 795</b>
Agencement et installation	3 364	528				3 892
Automobile et matériel roulant	1 848					1 848
Mobilier	7 547	738				8 286
Matériel de bureau	3 877	837			-130	4 584
Matériel informatique	146 943	17 910		14 820	-4 611	175 062
Immobilisation en cours	17 943			-14 820		3 124
<b>Amortissements</b>	<b>-142 903</b>	<b>-15 720</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>821</b>	<b>-157 802</b>
Agencement et installation	-1 455	-319				-1 774
Automobile et matériel roulant	-1 848	0				-1 848
Mobilier	-4 662	-460				-5 121
Matériel de bureau	-2 109	-640			47	-2 702
Matériel informatique	-132 829	-14 302			774	-146 356
<b>Total Valeurs nettes</b>	<b>38 620</b>	<b>4 293</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-3 920</b>	<b>38 993</b>

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation réelle des diverses catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Type d'immobilisation	Durée minimale en année	Durée maximale en année
Frais d'établissement	0	5
Logiciel inférieur ou égal à 5 millions XPF	3	3
Logiciel supérieur à 5 millions XPF	10	10
Agencement et installation	10	20
Automobile et matériel roulant	3	5
Mobilier	10	10
Matériel de bureau	5	5
Matériel informatique inférieur ou égal à 5 millions XPF	2	2
Matériel informatique supérieur à 5 millions XPF	3	3

#### 4.6. Autres actifs et autres passifs

Le poste « comptes courants » enregistre le reliquat du prix de cession d'actif partiel pour 524 millions de francs pacifiques en faveur de l'actionnaire unique la Holding OPT et 149 millions de francs pacifiques en faveur de FARE RATA de fonds à reverser suite à la phase de transition d'août 2022.

Les « dettes fournisseurs » ne comprennent plus la rémunération de notre agent agréé FARE RATA qui est en « charge à payer » pour 577 millions de francs pacifiques en 2024, enregistrée en « dettes fournisseurs » pour 612 millions de francs pacifiques en 2023.

en milliers d'XPF	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dépôts et cautions versées	226		227	
Créances clients et dettes fournisseurs	4 646	281 028	3 357	823 445
Créances et dettes sociales et fiscales	12 399	133 625	9 546	117 408
Comptes courants		672 769		546 847
<b>Total</b>	<b>17 271</b>	<b>1 087 422</b>	<b>13 129</b>	<b>1 487 700</b>

#### 4.7. Comptes de régularisation

Le poste « produits à recevoir » comptabilise la subvention d'équilibre pour un montant de 633 millions de francs pacifiques au titre de 2024 dont 75 millions de francs pacifiques versés en 2025 contre 1 143 millions de francs pacifiques au titre de l'année 2023 entièrement perçus à fin 2024.

En 2024, les « charges à payer » comprennent la rémunération de notre agent agréée FARE RATA pour 495 millions de francs pacifiques, comptabilisaient en « dettes fournisseurs » en 2023 pour 612 millions de francs pacifiques.

en milliers d'XPF	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Valeur à l'encaissement	33 595	47 635	47 641	479 988
Charges et produits constatés d'avance	29 663	0	23 176	601
Produits à recevoir et charges à payer	84 757	594 030	494 476	27 658
Divers suspens	9 011	0	990	
<b>Total</b>	<b>157 027</b>	<b>641 665</b>	<b>566 283</b>	<b>508 247</b>

#### 4.8. Capitaux propres

Le capital social est de 563 millions de francs pacifiques. Il se compose de 112 600 actions au nominal de 5 000 francs pacifiques, entièrement libérées et souscrites par son actionnaire unique, l'office des postes et télécommunications (OPT). Il n'y a pas de report à nouveau compte tenu du résultat net à zéro sur l'exercice.

en milliers d'XPF	Capital	Réserves	Prime d'émission	Report à nouveau	Excédent ou déficit de l'exercice	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2023	563 000	0		0	0	563 000
Augmentation	0	0		0	0	0
Diminution	0	0		0	0	0
Affectation du résultat	0	0		0	0	0
<b>Solde au 31/12/2024</b>	<b>563 000</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>563 000</b>

#### 4.9. Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les indemnités de fin de carrière sont calculées conformément aux dispositions de la Recommandation n° 2013-R-02 de L'Autorité des Normes Comptables modifiée le 5 novembre 2021.

Le groupe a souscrit au fonds ARIAL qui couvre 100% des engagements dus. Le montant du passif social en 2024 est de 27 millions de francs pacifiques.

#### Note 5. – Informations sur le hors bilan

En vertu de l'article 35 de l'arrêté du 29 octobre 2009, la société a souscrit une garantie financière auprès de la compagnie d'assurance CHUBB pour un montant de 1 313 millions de francs pacifiques.

#### Note 6. – Informations sur le compte de résultat

##### 6.1. Marge nette d'intérêts et assimilés

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés au prorata temporis. Les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts,
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts.

La marge nette commerciale est constituée des agios sur les comptes de paiement débiteurs, en date de valeur dans le mois.

La marge nette interbancaire enregistre les couts de fonctionnement des comptes de cantonnement et du compte ouvert dans les livres de l'IEOM (charges) et les rémunérations des comptes de cantonnement et du compte ouvert dans les livres de l'IEOM (produits).

	31/12/2024			31/12/2023		
en milliers d'XPF	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Opérations avec la clientèle	0	3 740	3 740	0	4 470	4 470
Opérations interbancaires	-45 559	482 230	436 671	-2 844	107 413	104 569
<b>Total</b>	<b>-45 559</b>	<b>485 970</b>	<b>440 411</b>	<b>-2 844</b>	<b>111 883</b>	<b>109 039</b>

#### 6.2. Commissions nettes

Les commissions nettes commerciale sont enregistrées en rémunération d'une prestation de service. Les commissions nettes interbancaire intègrent les frais de gestion d'interopérabilité monétique conclue avec les établissements financiers de la place.

	31/12/2024			31/12/2023		
en milliers d'XPF	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Opérations avec la clientèle	0	1 004 314	1 004 314	0	894 183	894 183
Opérations interbancaires	-74 934	116 090	41 155	-71 852	109 343	37 491
<b>Total</b>	<b>-74 934</b>	<b>1 120 403</b>	<b>1 045 469</b>	<b>-71 852</b>	<b>1 003 526</b>	<b>931 674</b>

#### 6.3. Produits et Charges d'exploitation bancaire

Ce poste enregistre les produits et charges des activités annexes.

	31/12/2024			31/12/2023		
en milliers d'XPF	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Opérations avec la clientèle	-1 021	17 851	16 830	-1 367	17 985	16 618
Opérations de courtage	0	948	948	0	522	522
<b>Total</b>	<b>-1 021</b>	<b>18 799</b>	<b>17 779</b>	<b>-1 367</b>	<b>18 507</b>	<b>17 140</b>

#### 6.4. Frais de personnel

Les frais de personnel incluent les salaires et traitements, la participation et l'intéressement des salariés, les charges sociales, les impôts et taxes afférents aux frais de personnel.

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 23 cadres et 43 non cadres, soit un total de 66 salariés. Il y a également 27 CDD non cadres.

en milliers d'XPF	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	-464 021	-439 484
Charges sociales	-140 929	-139 152
<b>Total</b>	<b>-604 950</b>	<b>-578 636</b>

#### 6.5. Impôts et taxes

Seule la patente est enregistrée dans ce poste.

#### 6.6. Services Extérieurs

L'ensemble des dépenses courantes sont enregistrées, à leurs couts toutes taxes comprises déduit du prorata de TVA acquis.



<b>en milliers d'XPF</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Frais légal et recouvrement	-23 114	-11 570
Frais marketing	-39 355	-38 670
Frais rh et logistique	-128 387	-86 158
Frais informatique	-41 997	-51 424
Frais frais généraux	-894 696	-1 015 912
Frais monétique	-289 544	-264 788
<b>Total</b>	<b>-1 417 094</b>	<b>-1 468 523</b>

Les services extérieurs sont constitués majoritairement de prestations contractualisées nécessaires à l'exploitation du système d'information principal, des flux monétiques, du traitement des valeurs et des coûts de l'agent dont 74% des coûts totaux sont en faveur de filiales du groupe.

#### 6.7. Dotations aux amortissements

Les durées d'amortissement appliquées correspondent aux durées d'utilisations fiscalement déductibles par le code polynésien.

<b>en milliers d'XPF</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Frais d'établissement	-9 409	-9 409
Logiciels	-46 034	-43 801
Agencement et installation	-319	-276
Automobile et matériel roulant	0	-698
Mobilier	-460	-393
Matériel de bureau	-640	-558
Matériel informatique	-14 302	-20 246
<b>Total</b>	<b>-71 163</b>	<b>-75 381</b>

#### 6.8. Subvention d'équilibre

Conformément à son engagement de soutien pour une durée indéterminée, l'actionnaire unique OPT a accordé une subvention d'équilibre à hauteur du déficit de l'exercice, soit 633 millions de francs pacifiques pour l'exercice 2024 contre 1 143 millions de francs pacifiques pour l'exercice 2023.

Le résultat net sera donc par conséquent à zéro.

#### 6.9. Coût du risque

Le coût du risque de crédit est évalué lorsque la créance est qualifiée de douteuse c'est-à-dire quand le risque est avéré et qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales.

Sur 2024, le coût du risque est en dotation 34 millions de francs pacifiques contre une dotation de 68 millions de francs pacifiques en 2023 compte tenu du recouvrement des soldes débiteurs de la clientèle.

<b>en milliers d'XPF</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Dotations provisions sur créances douteuses	-12 817	-26 672
Dotations autres créances	0	-4
Pertes sur créances irrécouvrables non provisionnées	-404	-631
Pertes sur créances irrécouvrables provisionnées	-86 992	-136 401
Reprises provisions sur créances douteuses	26 835	80 111
Reprises autres créances	0	0
Récupérations sur créances amorties	39 778	14 779
Récupérations sur cessions de créances	0	1 193
<b>Total</b>	<b>-33 600</b>	<b>-67 625</b>

#### 6.10. Impôt sur les sociétés

Le groupe OPT a opté à compter de l'exercice 2022 pour le régime d'intégration fiscale prévu par la loi du pays n°2021-55 du 27 décembre 2021.

Chaque filiale élabore sa déclaration fiscale individuelle sans constitution d'une provision pour impôt dans ses livres.

#### IV. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible sur simple demande adressée à la société MARARA Paiement SAS, Direction générale, BP 76, 98 713 Papeete- Polynésie française.

#### V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'associé unique de la société MARARA PAIEMENT S.A.S.,

Opinion - En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MARARA PAIEMENT S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français tels qu'applicable en Polynésie française, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit - Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance - Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation - Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans les notes 2 et 6.8 de l'annexe des comptes annuels concernant le soutien de l'actionnaire unique via une subvention d'équilibre, permettant un résultat nul au titre de l'exercice.

Justification des appréciations - En application des normes d'exercice professionnel relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de

l'exercice. La note 4.1 Opérations interbancaires, présente le solde des caisses ainsi que les opérations en transit à la clôture de l'exercice. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables appliqués par la société, nous avons pris connaissance des méthodes comptables appliquées pour le suivi des opérations de caisse et des mouvements interbancaires, notamment en ce qui concerne les opérations d'approvisionnement et de délestage de caisses. Nous avons procédé à des diligences visant à apprécier la correcte comptabilisation des flux couvrant l'exercice et que l'information présentée en annexe est appropriée. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques - Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Comité de Pilotage et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels - Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité de Pilotage.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels - Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

En application des normes d'exercice professionnel, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

PAPEETE, le 15 septembre 2025

Pour la SARL KPMG  
Membre KPMG International  
Simon Chaize  
Associé

Pour la SARL EDEC AUDIT  
Membre de Nexia International  
Véronique MORIN  
Associée